

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19100 - 74ÈME ANNÉE

## Ils sont prêts à traverser l'océan Indien clandestinement

### La Réunion touchée par la crise des réfugiés



Dans des pays ravagés par les guerres, La Réunion apparaît comme une société où personne ne peut être inquiété à cause de sa culture.

**Des Sri-lankais sont prêts à prendre le risque de traverser l'océan Indien clandestinement pour trouver une vie meilleure à La Réunion. C'est ce que rappelle l'arraisonnement d'un cargo transportant 90 personnes à destination de notre île par la marine sri-lankaise. La Réunion est bien touchée par un phénomène mondial : la crise des réfugiés.**

**E**n mars dernier, 6 Sri-lankais avaient été découverts au large des côtes de La Réunion, à la dérive sur un radeau de fortune. Ils avaient été déposés là par un bateau en vue d'immigrer dans notre île. Ils avaient été sauvés après deux jours passés en plein océan sur leur frêle esquif. Cette épopée a semble-t-il rencontré un écho dans leur pays natal. En effet, mardi soir, la marine sri-lankaise a intercepté un cargo transportant 90 réfugiés désireux de quitter leur pays pour se rendre à La Réunion. Cette nouvelle odyssee vient rap-

peler que notre île n'est pas à l'écart des phénomènes mondiaux. Les planteurs et les autres producteurs peuvent témoigner des effets de la mondialisation ultra-libérale. Les personnes sinistrées par les cyclones, les sécheresses et autres conséquences de phénomènes climatiques extrêmes plus fréquent savent que le changement climatique concerne aussi La Réunion. Désormais, il est clair que notre île est également une terre d'accueil pour des réfugiés prêts à faire des milliers de kilo-

mètres dans l'océan Indien dans des conditions terribles dans le but de rechercher une vie meilleure.

#### Dangereuse traversée

Se pose d'ores et déjà la question des victimes de ce phénomène. En effet, jusqu'à présent, l'opinion a eu connaissance de deux tentatives de rallier La Réunion depuis le Sir-Lanka. Mais existe-t-il des réfugiés qui n'ont pas eu la

chance d'être secouru et qui ont disparu dans l'océan Indien sans laisser de trace ?

Force également est de constater que ce n'est sans doute que le début d'un nouveau type de migration. Notre île a d'abord connu les immigrations forcées, car la classe dominante avait besoin de bras à exploiter pour tirer des profits des différentes grandes cultures destinées à l'exportation vers la France. C'est ce qui a créé le peuplement de La Réunion. Puis notre île est devenue une terre d'émigration vers la France en raison de politiques

qui n'avaient pas pour but d'accompagner le développement de La Réunion. Notre île continue encore d'avoir un solde migratoire négatif.

### Phénomène mondial

Cette fois, il s'agit d'un phénomène qui pousse des personnes à trouver refuge à des milliers de kilomètres de chez elles, à cause de la guerre, de la pauvreté ou de phénomènes climatiques. Elles sont prêtes à prendre le risque

de traverser l'océan Indien, car elles savent que dans notre île, elle peuvent trouver avant tout une société de tolérance. Avec l'accroissement de la population mondiale et l'accélération des effets du changement climatique, les migrations à l'échelle du monde ne pourront qu'augmenter en nombre. Notre île sera alors une destination que beaucoup tenteront de rejoindre. D'où l'importance de se préparer à cette conséquence d'un phénomène mondial.

M.M.

## Législative partielle dans la 7e circonscription

# Le programme de Gilles Leperlier et Jessie Caro dans la population

À moins de deux semaines du premier tour du scrutin, la mobilisation s'amplifie autour de la candidature de Gilles Leperlier et de sa suppléante Jessie Caro, les candidats soutenus par le PCR. Depuis la présentation du programme en conférence de presse la semaine dernière, c'est avec cet outil que les militants et les candidats vont à la rencontre de la population.

Pour La Réunion et les Réunionnais, tel est le mot d'ordre des propositions présentées à la population lors des multiples rencontres qui marquent chaque journée de campagne.



### In kozman pou la rout

## « Poul kan lé faye mèm papang I atak. »

Zot I koné néna désèrtin moun I yèm rakont z'ot maléré sor. Zot I rakont avèk l'inn, avèk l'ot, mèm dann radio zot I difiz. Di pa zot out pyé I fé mal, zot va réponn aou zot dé pyé I fé mal. Di pa ou néna késhoz dann pyé kèr, zot néna doulèr partou. Pétète sa I pé rékonfort azot in pé. Pétète zot I trouv in konsolasyon la dan. Moin pèrsonèl mi profèr fé anvì k'pityé é pou sa ou lé pa oblizé rakont mantèr, mèm solman gard out afèr pou ou. An pliské sa, mazine aou ou I souf sa dann zorèy in abizèr, li va trouv touzour in n'afèr pou tire : zot v'alé dann out sans épi si néna in n'afèr pou grate zot I mank ar pa. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

## Edito

# Quels moyens pour la lutte contre la pauvreté ?

C'est aujourd'hui que le président de la République doit présenter un plan de lutte contre la pauvreté. Ce moment intervient alors que la situation des personnes les plus exploitées par le système ne cesse de se dégrader. C'est ce que rappelle une étude du Secours populaire présentée mardi. Elle constate qu'en France, 20 % de la population a du mal à se nourrir sainement, c'est-à-dire avoir trois repas par jour. Cela se traduit également par l'impossibilité de manger des fruits et légumes frais, ou de payer la cantine des enfants.

Ceci se passe sur le territoire d'un des pays les plus riches du monde. Autant dire qu'à La Réunion, avec un coût de la vie nettement supérieur, la proportion de familles n'ayant pas la capacité financière de se nourrir sainement doit être encore plus importante, notamment dans les villes où il n'est pas possible d'avoir un jardin potager.

Cette situation est le résultat de politiques qui donnent des résultats très positifs pour les plus riches. Les bénéfiques records des actionnaires des entreprises du CAC 40 en sont l'illustration. Ces politiques ont encore été accentuées par le gouvernement avec de nombreux cadeaux fiscaux pour les plus riches, comme la suppression de l'impôt sur la fortune. Ces mesures visent à exonérer ceux qui bénéficient le plus du système de leur contribution à une société qui leur permet d'être riches.

A cela s'ajoute une sanction collective imposée aux plus défavorisés : la dégradation du service public. Ce sont les coupes budgétaires imposées aux collectivités, c'est le projet de supprimer 120.000 postes de fonctionnaires, ce sont toutes les mesures de restriction de dépenses pour les services qui bénéficient à tous ceux qui n'ont pas les moyens de se tourner vers le secteur privé pour satisfaire leurs besoins élémentaires de soin, d'éducation ou de transport.

La lutte contre la pauvreté passe par la remise en cause de ces politiques.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Un article des directeurs de l'ONU-Environnement et de l'Agence de l'ONU pour les migrations

# «Affronter conjointement migrations et changement climatique»

**Le changement climatique redessine radicalement notre monde, entraînant des déplacements humains sans précédent et exposant l'humanité à des niveaux croissants d'insécurité. La fenêtre d'action qui se rétrécit doit viser à atteindre deux objectifs indissociables: gérer durablement notre environnement et protéger la dignité, les droits et les moyens de subsistance de chacun. Dans cet article, d'abord publié par Project Syndicate, Erik Solheim, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement et William Lacy Swing, Directeur général de l'Agence des Nations Unies pour les Migrations, expliquent combien il est important d'assurer une migration sûre tout en s'attaquant à ses causes.**

**L'**humanité ne tient pas en place. Nous vivons dans une ère sans précédent quant à la mobilité des idées, l'argent, et, de plus en plus, des personnes.

La taille énorme de la population humaine, combinée avec la façon dont nous consommons les ressources, laisse une empreinte profonde sur notre monde. Tandis que notre modèle « prendre-fabriquer-jeter » a créé des richesses pour des centaines de millions de personnes dans de nombreux pays, et a réduit la pauvreté mondiale de manière significative, il a également produit un trop grand nombre de laissés pour compte. Fondamentalement, il expose de futures générations à d'immenses risques sociaux, économiques et environnementaux. Peut-être que le risque le plus important découle du fait que nous remplissons notre atmosphère de gaz à effet de serre à un taux plus élevé qu'à tout moment au cours des derniers 66 millions d'années.

**« L'anormal devient la nouvelle norme »**

Un milliard de personnes vivantes

sont actuellement des migrants, qui se sont déplacés à l'intérieur ou au-delà de leurs frontières nationales. Ils ont migré pour une variété de raisons complexes, notamment la pression de population, un manque d'opportunités économiques, la dégradation de l'environnement et les nouvelles formes de voyage. Combinés, ces facteurs contribuent au déplacement humain et aux migrations peu sûres, à une échelle sans précédent. Ces deux niveaux ne vont faire qu'augmenter, suite aux effets du changement climatique qui détruisent graduellement les moyens de subsistance de millions de personnes.

Le changement climatique redessine fondamentalement la carte des zones où les gens peuvent vivre. Les approvisionnements alimentaires sont perturbés dans la région du Sahel en Afrique du Nord et en Amérique Centrale. En outre, le stress hydrique et la pénurie d'eau empirent en Afrique du Nord et le Moyen-Orient. La Somalie, par exemple, connaît des sécheresses plus fréquentes. L'Irak subit des vagues de chaleur plus fréquentes. Des tempêtes et des inondations sans précédent frappent les Caraïbes et le Golfe du

Mexique. Alors que l'anormal devient la nouvelle norme, les pénuries, la concurrence à somme nulle et les déplacements de masse vont devenir de plus en plus courants.

Mais il y a de bonnes nouvelles sur deux fronts. Premièrement, nous faisons des progrès importants dans les constructions résilientes aux phénomènes météorologiques extrêmes. Dans les années 1970, le Bangladesh a perdu des centaines de milliers d'habitants dans des crues extrêmes. Aujourd'hui, les pertes humaines lors d'événements semblables, bien que tout aussi tragiques, sont bien moindres en termes d'effectifs. Nous savons mieux faire face aux catastrophes.

### **Cadre pour les migrations**

En second lieu, pour la première fois dans l'histoire, la communauté internationale s'associe pour établir un cadre visant à contrôler les migrations internationales. Des négociations intergouvernementales ont débuté en février 2018, dans le but d'adopter un Contrat mondial pour des migrations sûres, ordon-



Les dégâts d'un cyclone, comme Haiyan aux Philippines, peuvent rendre une région inhabitable, d'où la nécessité d'émigrer. (Photo : Eoghan Rice - Trócaire / Caritas)

nées et régulières (Global Compact for Safe, Orderly, and Regular Migration - GCM). Le mois dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a mené à bonne fin le GCM. On s'attend à présent à ce que des chefs d'État adoptent le GCM lors d'une conférence de haut niveau à Marrakech en décembre prochain. Le GCM promet de fournir un cadre solide pour prendre des mesures qui règlent le problème des migrations engendrées par le climat. Mais nous devons dès à présent nous assurer que ce pacte soit mis en application. Le GCM représente une opportunité unique pour une génération de mettre en place un système accepté au niveau international pour gérer des migrations sûres et ordonnées. En tant que tel, il a le potentiel d'améliorer la vie et les perspectives de dizaines de millions de personnes. Une fois officiellement adopté, nous devons nous assurer que le nouveau cadre maximise les avantages des voyages et des échanges internationaux, tout en résolvant également les problèmes vécus par de nombreuses personnes aux prises avec les migrations non réglementées.

### Niveaux inacceptables d'insécurité humaine

Pour finir - et c'est la chose la plus importante - nous devons faire tout notre possible pour réduire de façon drastique les émissions de gaz à effet de serre. C'est la seule manière de garder la température de la Terre dans 2°C des niveaux préindustriels - le seuil au-delà duquel l'accélération des boucles de rétroaction pourrait déclencher un emballement du changement climatique.

Le récent rapport selon lequel l'anhydride carbonique atmosphérique excède à présent 410 parts par million devrait nous servir d'avertissement. Nous avons un besoin urgent de devenir efficaces dans l'utilisation des ressources, en adoptant une consommation et des méthodes de production durables et en modifiant fondamentalement notre modèle économique. Notre fenêtre d'action est en train de se fermer rapidement. Le changement climatique et la dégradation environnementale créent les niveaux inacceptables d'insécurité humaine. Si notre environnement

est géré de manière durable, nous aurons une meilleure chance de faire respecter la dignité, les droits et opportunités des migrants.

Ces deux objectifs sont inséparables et les organismes que nous dirigeons sont prêts à soutenir les efforts des gouvernements du monde en vue de les réaliser. L'année 2018 nous offre une occasion unique de penser et de réfléchir aux décennies futures, en intensifiant l'action sur les migrations et l'environnement.

Alors que nous mettons en place un cadre pour organiser des migrations sûres, régulières et ordonnées, nous devons mobiliser notre créativité pour résoudre ses causes. Par-dessus tout, nous avons besoin de dirigeants mondiaux prévoyants, dotés de la volonté de résoudre un problème auquel nous sommes déjà confrontés - et qui est entièrement notre œuvre.

**Erik Solheim et  
William Lacy Swing**

## Une étude souligne l'inégalité des lycéens face à l'orientation

# Parcoursup : programme pour renforcer les inégalités sociales

Dans une interview publiée dans « le Journal du CNRS » le 27 août dernier, Agnès Van Zanten, sociologue et spécialiste des politiques éducatives revient tout d'abord sur la reproduction des inégalités par le système scolaire, et présente le résultat d'une étude sur les plate-forme numériques d'orientation. Il s'avère qu'un outil comme Parcoursup a pour effet de renforcer encore les inégalités. Voici des extraits de cette interview.

En privilégiant un enseignement plus soucieux de fabriquer une élite que de faire acquérir à tous les élèves un socle commun de connaissances, notre système éducatif répond mal à la massification de l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur.

Depuis les travaux du sociologue Pierre Bourdieu dans les années 1970, on sait en effet que la réussite scolaire est étroitement corrélée au capital économique et culturel familial. Les chiffres sont implacables : les enfants de cadres sont deux fois plus souvent diplômés du supérieur que les enfants d'ouvriers, même si le système a tendance à nier l'impact du milieu socio-économique sur les performances. Selon les enquêtes Pisa (Programme international pour le suivi des acquis), la France est un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE, un de ceux où le déterminisme social est le plus fort, où l'école, malgré des alternances politiques et des réformes successives, demeure « indifférente aux différences », comme le disait Pierre Bourdieu.

L'enquête que nous avons réalisée dans quatre lycées franciliens le montre clairement. Dans les deux établissements les plus favorisés où il n'y a ni problème de discipline ni problème de décrochage, tous les personnels (direction, professeurs, conseillers d'éducation...) sont concentrés sur l'orientation et aident les lycéens à se projeter dans l'univers des études supérieures. On y parle de choix des filières post-baccalauréat très en amont, dès la classe de seconde.

Les élèves reçoivent des informations et des conseils personnalisés et sont fortement incités à s'orienter vers les classes préparatoires aux grandes écoles par lesquelles de nombreux professeurs sont passés et qu'ils perçoivent comme la « voie royale » vers l'élite. La situation est tout autre dans les lycées moins favorisés. Les équipes éducatives mobilisées sur la lutte contre le décrochage et plus encore sur la réussite au bac s'investissent peu dans l'orientation. On ne commence à en parler que lorsque la plate-forme d'accès à l'enseignement supérieur (« Admission post-bac » au moment de l'enquête, « Parcoursup » aujourd'hui) entre en service, c'est-à-dire en janvier de l'année du bac. Les élèves n'ont donc que quelques mois pour faire leur choix.

Par ailleurs, le peu de temps qu'ils consacrent à préparer leur orientation est le plus souvent un temps collectif. Les entretiens en face-à-face sont rares. Et on leur vante surtout les mérites des filières non sélectives de l'université et des sections de technicien supérieur qui préparent au BTS.

### Inégalité sur la stratégie

Les plates-formes techniques d'admission dans l'enseignement supérieur qui se sont succédé ces dernières années fournissent les mêmes renseignements aux lycéens et les astreignent aux mêmes procédures. Mais tous les jeunes ne sont pas égaux devant ce type d'outil qui exige des compétences et un accompagnement, qui suppose d'élaborer des listes de choix de façon stratégique, qui réclame de la patience en cas de non-réponse rapide. Dans les établissements favorisés, des réunions sont organisées à l'intention des élèves et de leurs parents, des dépliants sont distribués, des informations sont mises en ligne sur le site du lycée. Jusqu'au remplacement d'APB par Parcoursup, on enseignait aux élèves des familles de statut élevé les ficelles pour optimiser leurs chances d'obtenir la formation recherchée (en établissant entre autres une hiérarchie des vœux en fonction de leur niveau scolaire et du degré de sélectivité de ces formations). Dans les lycées moyens, les élèves sont beaucoup moins aidés. Les conseils qu'on leur prodigue portent essentiellement sur l'utilisation formelle – et non stratégique – du système. On leur parle davantage de calendrier que de contenus, en leur recommandant notamment de ne pas oublier de saisir leurs vœux avant la clôture du dispositif.

### Inégalité de temps

## Charles Angrand, le point sur la correspondance adressée à Maximilien Luce (12) : document inédit

**L**e travail de comparaison entre la Correspondance publiée de Charles Angrand et celle conservée au fonds de l'Institut National d'Histoire de l'Art amène à des observations. Il est légitime d'affirmer que les publications biographiques portant sur l'artiste néo-impressionniste ont soit laissé dans l'ombre certains aspects, soit écarté délibérément des éléments importants qui pouvaient éclairer la compréhension de l'œuvre.

La lettre que Charles Angrand adressa à son camarade Maximilien Luce, classifiée 142, du lot 180-31 au fonds de l'INHA, inédite, est une de ces pièces qui conforte cette appréciation.

D'un seul feuillet, sans date, non signée – fort probablement post-scriptum d'un courrier dont il est séparé ou perdu-, l'artiste y écrit d'une plume alerte :

« J'ajoute ceci au bureau de Poste en passant. Lundi, Clarté à Querville, salle pleine. 7 à 800 auditeurs au bas mot. Vaillant-Couturier – un peu la tête que devait avoir Balzac jeune, front bombé. Conférence sur la Russie, conférence écoutée très attentivement - bien que peut-être trop abondante en documents. Réveil cependant d'orateur ci et là. Somme toute succès. »

Première chose, il ne s'agit pas d'un 'lundi clair', comme certains naïfs ou hâtifs pourraient le penser, venu sous la plume d'un néo-impressionniste en mal de lumière. 'Clarté' est le nom d'un mouvement issu de la Grande Guerre, porté par un idéal internationaliste et pacifiste.

L'état-major français avait, en 14, imposé la censure et interdit la tranchée aux journalistes. Non seulement la presse n'informait pas, mais en absence d'informations fiables, et sous la pression nationaliste impulsée par le gou-

vernement depuis la défaite de 1870, la perte de l'Alsace-Lorraine, elle se mit à intoxiquer. Concurrentiellement, les journalistes n'eurent de cesse de 'fictionner'. « La victoire est imminente, annonçait-on, la lâcheté est allemande et les armes de l'adversaire ne font même pas mal, elles sont inoffensives, ni leurs balles, ni leurs obus, ni leurs gaz asphyxiants ne freinent les soldats français ». Dès août 1914, *Le Matin* trompette : « Les cosaques à cinq étapes de Berlin ».

Ce furent, l'affaire Dreyfus à peine refermée, les délires nationalistes d'un Péguy, d'un Barrès, le « bourrage de crâne » comme disaient les Poilus pour rendre compte du décalage entre la réalité des tranchées et le conte de fées que diffusaient les organes de presse à la botte du gouvernement.

Pour débourrer, il fallait être « sérieusement blindé contre les injures combinées des vendus, des salauds et des imbéciles », comme le revendiquait Galtier-Boissière dans son journal des tranchées, *Le Crapouillot*.

Le mouvement révolutionnaire Clarté entreprit ce travail-là, le débouillage de crâne, dès la levée de l'état de siège et de la censure, fin 1919.

Le groupe avait fait sienne la recommandation de Lénine : « Ne pas oublier la guerre », il reprocha à l'opinion publique sa "digestion" (1922), s'en prit aux généraux impunis responsables de la mort d'une centaine de milliers de jeune combattants, consterné de ce Nivelles mourut dans son lit (1924), il fustigea la récupération et la falsification de la mémoire des soldats disparus, dont celle de Dispan\*.

"Dans la poignée d'anciens combattants vrais qui n'ont rien oublié et en qui la révolte initiale est aussi haineuse qu'au retour du front, dans cette revue même ['Clarté'] où seule cette révolte peut encore librement s'exprimer, la mort du

général Nivelles a retenti douloureusement. Le général Nivelles est mort dans son lit ! Sept ans après son crime, sans en avoir jamais souffert, sans en avoir rien expié, alors que la mémoire des fusillés de Vingré, de Flirey, victimes des conseils de guerre, n'est même pas officiellement réhabilitée et que des centaines de milliers de combattants demeurent invengés !" (avril 1924).

Charles Angrand qui avait perdu son neveu âgé de 23 ans d'une balle dans la tête, à Nanteuil-la-Fosse, dans l'Aisne, durant l'offensive Nivelles, ne pouvait pas rester insensible à pareil réquisitoire : dans une lettre de 1917 déjà, lui-même se faisait accusateur : "C'était à 5 heures du matin, lors d'un assaut - sans protection d'artillerie, comme il en fut de même partout, après avoir vu commander les opérations, ce qui n'allait ni plus ni moins qu'à traiter les chefs d'assassins".

La Grande guerre fut la condamnation à mort de toute une jeunesse par quelques politiciens et militaires qui se prenaient pour les juges de l'Histoire.

1924, 10 ans après, la revue 'Clarté', s'érigeant comme l'anti-Barrès, lançait : "Il a répandu à profusion la fausse monnaie de la joie, la rigolade dans les tranchées. Il a clamé que de toute tombe s'exhalait un parfum inouï des vertus mirlo-tonesques et non la rage inexpiable des sacrifices inutiles... Il se fit distributeur national de toutes ces effluves héroïques. Pour un sou, pour deux sous, il vendit dans toute la France une fausse âme de soldat combattant. Faussaire !" À la mort du chantre de la droite nationaliste, Angrand, eut ce mot, seulement : "Barrès, comme Louis XV, n'aura pas eu beau temps".

*Jean-Baptiste Kiya*

# Oté

## Californie : in bon légzanp dsi in gran léshèl !

Antonio Guttirez sokrètèr zénéral l'onu la mète an gard tout bann péi dsi lodérèglomann klima ; li la di konmsa : lo mond néna dêzan pou réazi. Si i réazi pa, i gingn ar pi kontrol lo klima é si i gingn pi kontrol lo klima l'imanité sar an danzé kisoï pou la tanpératir dsi la tèr, kisoï pou bann plant épi bann z'animo, kisoï ankor pou lo lasidité d'la mèr.

Moin na in dalon la di amoin konmsa : « Kosa i fé dir aou sa ? Nou lé pou dé zour dsi la tèr é oïla ké nou l'aprè program la fin di mond. ». La fin di mond tête pa mé in gran boulvèrsman sa lésir. Romark la pa arienk mon dalon lé konmsa, pars néna demoun bien plasé zot osi ot i kroi pa sa v'arivé. Lo shèf an tête dann lo bann klimatoséptik néna prézidan Zétazini konm toulmoun i koné.

Solman laba dann l'Amérik néna d'moun-orozman !-i pans pa konm li. Dann la Californie, in gran l'éta dann Zétazini mèm sinkyèm puisans ékonomik dsi la tèr, lo gouvèrnèr i sort pran in gran désizyon. Li la désid l'ané 2045 tout lo lénèrzi ssar prop dann l'éta-la. Kisoï avèk l lénèrzi zéotèrmik, kisoï avèk lo lénèrzi solèr, kisoï ankor avèk lo lénèrzi la mèr, lo van épi lé zot zénèrzi prop.

Kan moin la lir sa yèr matin, moin la pans défin Paul Vergès : ali osi téi mète an gard lo mond dsi lo dérègloman klimatik, lo rolèvman nivo la mèr, lo danzé pou la biodiversité mé li osi téi kroi lo bon légzanp l'otonomi énézétik é an plis li té i kroi sa lété valab partou dsi la tèr.

Paul Vergès ? Té i falé pa suiv ali, té i falé pa ékout ali, sinplomman pars li té kominis... Zordi néna in bonpé d'moun i partaz son poinnvizé. Mé ni pé pa rofé lo mond biensir. Mé sa lété kant mèm in bon légzanp é bann bon légzanp konm idi, i kour pa lé ru... an touléka avèk la Californie ni pé an avoir in bon légzanp dsi in gran léshèl.

*Justin*